

## **Debout les Européens ! Communiqué de Bernard Poignant le 14 décembre 2003**

L'Europe, depuis la dernière guerre mondiale, a connu des bons et des mauvais jours. Le Samedi 13 décembre 2003, le drapeau aux douze étoiles est en berne.

Qui est responsable ? Des gouvernants crispés sur leurs amours-propres nationaux comme l'Espagne ou la Pologne. Des Etats trop arrogants à l'égard des pays candidats : la France les a traités de mal élevés. Avec l'Allemagne, elle s'est assise sur les règles budgétaires pourtant voulues par elles-mêmes. Un Président en exercice, Silvio Berlusconi, plus fort en jeu de mots qu'en visions historiques. L'Europe manque cruellement de grands hommes d'Etat.

Qui doit tirer les leçons de cet échec ? Tout le monde bien entendu. Mais particulièrement ceux qui ont combattu le texte constitutionnel issu de la Convention réunie sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Ils sont bien avancés aujourd'hui : en revenant aux anciens traités, il n'y a plus de base juridique pour les services publics. La politique étrangère perd les quelques outils prévus. La Charte des droits fondamentaux est sans valeur juridique, y compris les droits sociaux. L'Union Européenne ne gagne pas sa personnalité juridique : par exemple, elle ne pourra adhérer à l'Organisation Maritime Internationale, pourtant bien nécessaire pour lutter contre les pavillons de complaisance.

Qui est l'heureux bénéficiaire de cet échec ? G.W. Bush : il s'est assis sur l'ONU pour faire sa guerre contre l'Irak ; il s'est réjoui de l'échec de la réunion de l'OMC à Cancun, ce qui lui permet de reprendre ses négociations bilatérales, le plus fort s'imposant au plus faible. Il n'avait pas envie de cette Constitution Européenne qui posait les jalons d'une Europe capable de peser davantage dans le monde. L'Euro le gêne déjà : il ne voulait pas d'une Constitution en plus.

Que faire aujourd'hui ? Avancer à quelques pays si on ne peut pas le faire à 25 ? Peut être. Renoncer à jamais à doter l'Union d'une Constitution ? Non, l'Europe sait aussi rebondir à partir de ses crises. Dans les semaines qui viennent, chaque européen, de France pour nous, de partout pour les autres doit interpeller ses dirigeants actuels et futurs. La passivité citoyenne débouchera sur l'immobilisme gouvernemental. Ecrivez-leur, allez les voir, réunissez-vous... Mais ne laissez pas notre continent prendre le risque d'un retour même atténué de nationalisme.

Quimper, le 14 décembre 2003

Bernard Poignant